

droits de l'homme leur commandent de prendre des dispositions appropriées pour éliminer les obstacles juridiques, financiers et administratifs qui entravent le fonctionnement des organes pertinents créés aux fins de l'application des traités:

3. *Demande instamment* à tous les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>44</sup> et à tous les Etats parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>71</sup> d'honorer pleinement les engagements financiers qu'ils ont contractés en vertu de ces instruments;

4. *Souligne* que l'Organisation des Nations Unies devrait avoir à cœur de prendre des dispositions appropriées pour éliminer les obstacles qui entravent le fonctionnement des organes créés aux fins de l'application des traités;

5. *Affirme* son attachement aux dispositions pertinentes de diverses résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme concernant des questions telles que :

a) L'importance d'un système efficace de présentation de rapports périodiques par les Etats parties à des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour évaluer et guider les efforts visant à promouvoir et protéger les droits et libertés définis dans ces instruments;

b) La nécessité pour l'Organisation des Nations Unies de prendre des dispositions appropriées pour éliminer les contraintes financières qui risquent de perturber de plus en plus le fonctionnement de certains organes créés aux fins de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme et de faire obstacle à l'acceptation universelle de certains instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

c) L'importance de l'application de critères universellement reconnus aux fins de l'application des dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

6. *Prie* le Secrétaire général d'informer pleinement l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, le Conseil économique et social, à sa première session ordinaire de 1989, et la Commission des droits de l'homme, en tant qu'organe subsidiaire du Conseil, à sa quarante-cinquième session, ainsi que les présidents des organes créés aux fins de l'application des traités qui s'occupent des droits de l'homme, lors de leur deuxième réunion, des faits nouveaux concernant le fonctionnement efficace des organes créés aux fins de l'application des traités conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

*16<sup>e</sup> séance plénière  
27 mai 1988*

#### **1988/43. Réalisation du droit à un logement convenable**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* ses résolutions 1986/41 du 23 mai 1986 et 1987/62 du 29 mai 1987,

*Rappelant également* la résolution 41/146 de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1986,

*Tenant compte* de la résolution 42/146 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1987, dans laquelle l'Assemblée a prié le Conseil économique et social et les commissions techniques compétentes du Conseil d'examiner périodiquement la question du droit à un logement convenable,

*Ayant à l'esprit* que la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>6</sup> et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>3</sup> stipulent que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris un logement convenable, et que les Etats doivent prendre les mesures voulues pour assurer la réalisation de ce droit,

*Considérant* que le fait d'assurer un logement aux sans-abri fait partie intégrante du développement économique et social national de tous les pays et constitue un progrès important vers la réalisation du droit au développement,

*Rappelant* les objectifs de l'Année internationale du logement des sans-abri<sup>72</sup>,

*Prenant note avec satisfaction* des mesures prises et des engagements renouvelés pendant l'Année internationale du logement des sans-abri par les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales en vue de promouvoir la réalisation du droit à un logement convenable,

*Considérant* qu'il importe d'entretenir la dynamique engendrée par l'Année internationale des sans-abri,

1. *Se déclare profondément préoccupé* par le fait que des millions d'êtres humains ne jouissent pas du droit à un logement convenable;

2. *Réaffirme* les dispositions énoncées dans la résolution 42/146 de l'Assemblée générale et la nécessité de prendre des mesures appropriées, aux échelons national et international, pour promouvoir le droit de chacun à un niveau de vie suffisant pour lui-même et sa famille, y compris un logement convenable;

3. *Demande* à tous les Etats et aux organisations internationales intéressées d'accorder une attention particulière à la réalisation du droit à un logement convenable en prenant des mesures pour mettre au point des stratégies nationales du logement et des programmes d'amélioration des établissements humains, dans le cadre de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000<sup>73</sup>;

4. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-cinquième session, un rapport sur les aspects sociaux de la situation des sans-abri;

5. *Prie* l'Assemblée générale d'examiner la question de la réalisation du droit à un logement convenable lors de sa quarante-troisième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Rapport du Conseil économique et social".

*16<sup>e</sup> séance plénière  
27 mai 1988*

<sup>71</sup> Résolution 39/46 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>72</sup> Voir résolution 37/221 de l'Assemblée générale.

<sup>73</sup> Voir résolution 42/191 de l'Assemblée générale.